



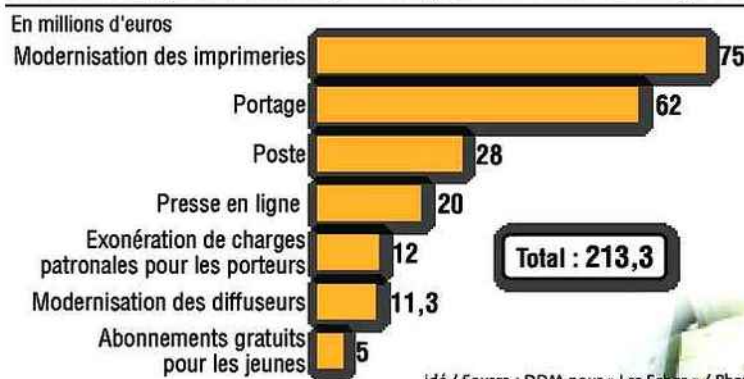
PRESSE

Les principales mesures annoncées il y a un an à la clôture des états généraux de la presse ont été mises en œuvre. Reste la remise à plat du système de distribution, qui traîne mais devrait se débloquer dans les prochaines semaines.

Etats généraux de la presse : où en est-on, un an après ?

Voilà tout juste un an que les états généraux de la presse se sont achevés : fin janvier 2009, le président Nicolas Sarkozy annonçait que les pouvoirs publics débloquaient 200 millions d'euros par an, pendant trois ans, pour aider les journaux à affronter les mutations nécessaires à la transformation du secteur. Objectif : traiter les problèmes de fond. Entre autres : un système de distribution inadapté, qui dévalorise le métier de vendeur de journaux, des coûts d'impression supérieurs de 30 % à 40 % à la moyenne européenne, un contenu répondant mal aux attentes des lecteurs... Bilan d'étape sur quelques grandes me-

Les aides supplémentaires pour les journaux dans le budget 2010



● Réforme de la distribution

Plusieurs rapports ont été remis aux pouvoirs publics : celui de Bruno Lasserre, en juillet 2009, puis celui d'Arnaud de Puyfontaine, en septembre. Mais le dossier est complexe : les enjeux de la réforme à venir vont bien au-delà des seules économies nécessaires. D'autant qu'avec la baisse des ventes de journaux, Presstalis (ex-NMPP) est menacé de crise de trésorerie - donc de dépôt de bilan -, dès 2010. En fait, le système des messageries de presse, hérité de l'après-guerre, doit être totalement remis à plat. Quitte à briser des tabous. Le Premier ministre a confié une mission en ce sens à l'inspecteur des finances Bruno Mettling. Son rapport, attendu avant fin mars, devrait être suivi de décisions.

● Aide aux diffuseurs

La réforme de la distribution de la presse doit permettre notamment d'augmenter la rémunération des vendeurs de journaux, qui, pour certains, survivent difficilement. En attendant sa mise en œuvre, les 14.000 principaux diffuseurs ont bénéficié d'une aide exceptionnelle de 4.000 euros chacun, soit un total de 56 millions d'euros en 2009. Mais l'enveloppe de 13 millions d'euros prévue pour l'aide à l'informatisation n'a, elle, pas été entièrement consommée en 2009.

● Aide au portage

C'était l'un des chantiers prioritaires des états généraux : il absorbe l'enveloppe annuelle la plus importante, d'environ 70 millions d'euros. Les effets de cette aide ne devraient toutefois jouer à plein que cette année (lire ci-dessous).

● Abonnements gratuits pour les jeunes lecteurs

Pour inciter les jeunes de 18 à 24 ans à lire les journaux, 212.000 abonnements gratuits leur ont été proposés depuis fin octobre : 197.000 abonnements ont été souscrits à ce jour, avec davantage de succès pour la presse quotidienne nationale (« Libération », « Le Monde », « Les Echos » mais aussi l'« International Herald Tribune »), que pour les régionaux. Les quotas non servis sur la PQR pourraient être réalloués d'ici à fin février. Coût annuel : 10 millions d'euros, dont 5 millions payés par l'Etat et 5 millions par les éditeurs.

● Aide à la presse en ligne

Le statut d'éditeur de presse en ligne a été créé fin octobre et les services de Maitignon ont commencé à se réunir pour répartir l'enveloppe de 20 millions d'euros à distribuer aux sites éligibles. Au

total, 70 dossiers ont été reçus, pour 30 millions d'euros demandés. L'attribution des subventions et des avances devrait être décidée à l'issue de la prochaine réunion, prévue le 16 février 2010.

● Aide à la modernisation des imprimeries

Il s'agit d'accompagner la modernisation des imprimeries - et le départ d'une partie de leurs ouvriers : l'Etat a prévu pour cela une enveloppe de 75 millions d'euros. En octobre dernier, le SPQN (Syndicat de la presse quotidienne nationale) a signé avec le syndicat du Livre (SIP-CGT) un accord comprenant une baisse des effectifs dans les imprimeries parisiennes de 350 personnes sur un total de 1.000 environ, en contrepartie d'un vaste plan de reconversion et de formation. Un plan qui devrait ensuite être étendu à la PQR.

ANNE FEITZ

Le portage des journaux devrait exploser cette année

Les journaux n'ont pas bénéficié à plein cette année des subventions au portage, qui s'avèrent d'une mise en place complexe. 2010 pourrait changer la donne.

L'année 2010 sera-t-elle celle de l'explosion du portage pour les quotidiens ? Les pouvoirs publics, en tout cas, ont tout fait pour : l'aide au portage est passée l'an dernier de 8 millions d'euros à 70 millions annuels. Et l'effort sera reconduit pendant trois ans... Il est vrai que, sans portage efficace, pas de presse quotidienne solide : *« Les abonnés actifs doivent pouvoir disposer de leur journal à la première heure, sur leur paillason : s'ils le reçoivent par La Poste, ils ne le trouvent que le soir »*, rappelle Frédéric Cassegrain, éditeur du « Figaro ». Autant dire, bien trop tard à l'heure de l'information en continu...

« Les subventions au portage permettent de rééquilibrer les coûts : le choix avec La Poste devient indolore sur le compte d'exploitation », explique Arnauld de La Porte, directeur adjoint de « La Croix ». D'autant que, parallèlement, les aides à La Poste vont diminuer. L'accord « poste-presse » du 23 juillet 2008 prévoyait ainsi d'augmenter progressivement les tarifs préférentiels consentis aux journaux, entre 2009 et 2015. L'entrée en vigueur de ces accords a été reportée d'un an en raison de la crise, mais les premières augmentations des tarifs postaux interviendront dès cette année.

Les nouvelles subventions n'ont cependant pas réellement dopé le portage l'an dernier. Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) évalue la progression des abonnements portés à 2 % pour

les journaux régionaux. Il est vrai que 40 % de leur diffusion se faisaient déjà par portage. Il n'existe pas de bilan global pour les quotidiens nationaux, qui étaient très en retard (14 % seulement de leur diffusion étaient portés début 2009). « Le Figaro » estime la hausse de ses abonnements portés à 10 % l'an dernier : ils atteignent aujourd'hui 60 % du portefeuille. Aux « Echos », la part des abonnements portés est passée à près de 40 %, contre moins de 20 % début 2009.

Groupage national-régional

Mais c'est surtout cette année que le portage devrait décoller. *« Il y a eu un effet retard : le portage est compliqué à mettre en place, cela peut prendre un certain temps. C'est un énorme travail »*, explique Denis Bouchez, directeur du Syndicat

de la presse quotidienne nationale (SPQN). En particulier, la recherche de prestataires peut s'avérer complexe. La filiale dédiée de La Poste, Neopress, n'est pas encore implantée sur tout le territoire...

Les quotidiens nationaux ont aussi ouvert des discussions avec les régionaux, avec succès. Selon le SPQR, 50.000 exemplaires de journaux nationaux sont déjà portés chaque jour avec la PQR : « Ouest-France », « Sud Ouest », « La Voix du Nord », etc. Le SPQN a signé des accords-cadres avec Neopress sur 8 villes, qui commencent ce mois-ci. Les discussions avec la PQR devraient aussi s'accélérer. *« La dynamique entamée en 2009 devrait vraiment s'accélérer cette année »*, conclut Vincent de Bernardi, directeur général du SPQR.

A. F.